

Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, lors du dîner d'Etat offert en l'honneur de M. Francesco Cossiga, Président de la République italienne, notamment sur les relations entre la France et l'Italie, la position commune sur l'avenir de l'Europe et sur les relations entre la CEE et les pays de l'Est, Paris le 29 janvier 1990.

Monsieur le Président,

- C'est avec un plaisir très vif que nous vous accueillons ce soir et, avec vous, nos amis italiens.

- La visite d'Etat que vous commencez aujourd'hui est pour nous un honneur. Quand il s'agit de nos pays, les raisons du coeur passent, il faut le dire, devant celles de la diplomatie. J'ajouterai donc que ce n'est pas seulement un honneur mais aussi une joie. Entre l'Italie et la France, les relations historiques ont toujours possédé un aspect très particulier, affectif et finalement préférentiel.

- Vous avez pour une large part inspiré notre civilisation et nous avons ensemble bâti toute une histoire en nous opposant parfois, en nous retrouvant toujours. Au fil des siècles, conquérants et poètes, marchands et artistes, hommes de pensée, banquiers, princes, capitaines d'industrie y ont à leur manière contribué. Et vous savez qu'à la fin du moyen-âge où commença un exceptionnel échange entre nos universités, Bologne, Padoue, Montpellier, la Sorbonne, allait jaillir chez vous, avec l'éclosion de la Renaissance, un humanisme renouvelé auquel nous n'avons cessé nous-mêmes de puiser notre inspiration.

- On appelait cela les liens entre les "soeurs latines". C'est vrai que cela relève d'une affaire de famille, cause d'enrichissement mutuel même si, comme à l'intérieur d'une famille, nous aimons cultiver nos différences, de temps à autre nos différends.

- Nos relations aujourd'hui sont, je le crois, dans la ligne du passé. Aucun contentieux ne nous sépare, aucun. Arrêtons ce moment privilégié et si rare dans les relations entre les nations. Nous en avons connu des contentieux, sévères. Nous en avons reçu quelques-uns en héritages. Ils sont aujourd'hui réglés. Aussi, un réseau très dense d'entreprises conjointes, d'investissements croisés se constituent dans des domaines très divers qui vont de l'aéronautique à la mode, en passant par la chimie, la construction, la banque, l'alimentation. Dans le domaine de la défense, des recherches technologiques, on constate une coopération fructueuse et qui se développe. Quand à la culture, assurément, elle tient sa place. Une place dans votre pays et dans le mien qui ne peut qu'être éminente, essentielle, j'allais dire consubstantielle à ce que nous sommes.

- Parfois, il m'arrive de m'inquiéter pour le sort de la langue française en Italie. De même que je m'étonne de la place parfois réduite réservée à l'italien dans notre enseignement. Nous avons des progrès à faire si nous voulons préserver précisément ce qui nous est le plus commun.

La construction de l'Europe dans laquelle nous sommes engagés nous donne d'autres raisons d'approfondir notre entente. Depuis que l'idée européenne a pris corps, nous nous sommes

lancés avec ardeur dans l'entreprise. Et comment ne pas évoquer ici quelques grandes figures :

ances avec ardeur dans l'entreprise. Et comment ne pas évoquer, ici, quelques grandes figures. Celle d'Alcide de Gasperi, inséparable au fond de celle de Jean Monnet, de Robert Schumann, de Konrad Adenauer. Ce sont les fondateurs. Et comment ne pas rappeler que l'acte de naissance de la Communauté a été signé au Capitole de Rome ?

- Nous pouvons je crois être fier du chemin parcouru en dépit des obstacles, des difficultés - ils n'ont pas manqué - nous les avons cependant surmontés.

- La France vient d'achever sa Présidence de la Communauté. Ce sera la vôtre bientôt, à compter du 1er juillet de cette année 1990. Nous avons mûri les mêmes dessins, montré la même détermination, et une sorte de relais s'est établi entre nous, dans l'étude des grandes dossiers, afin de les faire progresser et de faire marcher notre imagination pour trouver d'autres itinéraires.

- Pensons à l'Union économique et monétaire pour laquelle une conférence préparatoire, nous l'avons décidé à Strasbourg, s'ouvrira dans quelques mois sous la Présidence italienne, et à la réalisation, à travers de multiples réglementations, du grand marché intérieur. Mais il s'agit aussi, car l'Europe ne saurait être simplement affaire de marché, d'adopter, de donner un contenu plus riche à la Charte sociale qui devra faire l'objet de directives d'application, et de développer des programmes communs en matière d'éducation, de formation, de recherche, de protection de l'environnement, ou bien de l'audiovisuel. Sur tous ces plans, un travail approfondi s'accomplit, et l'oeuvre de la Commission et de son Président doivent être salués.

- Il n'empêche qu'il reste beaucoup à faire pour parvenir à l'application intégrale de l'Acte unique qui reste notre objectif. Je suis certain que votre pays, lorsqu'il occupera la Présidence, s'y emploiera avec la foi qui l'a toujours animé dans les destins de l'Europe et qui se nourrit, ce qui n'est pas si commun, de l'adhésion très large, très profonde du peuple italien, comme l'a montré le référendum que vous avez organisé en juin dernier, exemple unique dans la Communauté.

- D'avance, je forme des vœux pour le succès, monsieur le Président, de votre mission, de celle du gouvernement de la République italienne et croyez-moi je vous assure à l'avance, sans prendre de risque, de l'appui de la France. Nous partageons la conviction qu'il faut impérativement, dans le moment que vit l'Europe, renforcer les structures de la Communauté, accélérer notre action vers l'Union politique.\

` Suite sur l'Europe `

- Tout le monde connaît les bouleversements qui secouent notre Continent. On voit tous ces peuples de l'Est qui sortent d'un long crépuscule, qui sont comme étourdis par l'air libre auquel ils accèdent. Pouvons-nous douter que l'existence, seule, de la Communauté des Douze, n'ait servi de référence aux espérances qui se sont levées dans l'autre partie de l'Europe, qu'elle n'ait stimulé ses aspirations à la liberté ? J'en suis convaincu, c'est vers la Communauté que se tourne maintenant ces peuples qui cherchent à établir chez eux la démocratie et le mieux-être.

- Les espoirs placés en elle nous obligent à réussir notre propre avancée vers l'intégration dans de nombreux domaines, au-delà de ce qui était déjà prévu. Il nous faut aussi montrer par rapport à ces pays de l'Est de l'Europe, notre solidarité vivante, active. La Communauté s'est engagée en Pologne, en Hongrie, maintenant dans d'autres pays. Les programmes d'aides mis au point par la Commission européenne, le lancement de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement traduisent, parmi beaucoup d'autres choses, cette volonté. Encore, ne sommes nous qu'au début du chemin. Il faut faire davantage, à Douze, et chacun en ce qui le concerne.

- La France pour sa part, met en oeuvre des programmes importants. Vous le faites aussi et vous avez suscité, grâce à l'initiative appelée "quadrangulaire", un cadre original de coopération avec des pays proches. Il faut élargir tout simplement cette notion et se rendre compte qu'aucun pays et qu'aucun peuple d'Europe qui a vocation à vivre dans des institutions démocratiques ne doit être écarté de la construction nouvelle.\

Si nous nous réjouissons que commencent à renaître sur notre continent la liberté et la démocratie, là où elles n'existaient pas, il ne faut pas se cacher que ces évolutions si rapides, si profondes qui ont modifié le visage de l'Europe de l'Est, suscitent aussi interrogation et incertitude. Des problèmes anciens resurgissent, des questions nouvelles se posent. Il s'agit d'un côté du réveil des nationalités, il s'agit aussi de la légitime aspiration du peuple allemand à retrouver son unité, du processus de désarmement, du rôle et de la pérennité ou non des

alliances. S'agissant de la question allemande, je le redis ici, les Allemands ont bien le droit de rechercher leur unité, mais ils doivent aussi tenir compte de l'environnement européen et des engagements auxquels nous avons ensemble souscrits, au cours de ces années précédentes.

- De façon générale, on ne parviendra à résoudre les questions qui se présentent que si l'on accepte sans oublier le passé de ne pas tenter de le reconstruire : cela n'apporterait qu'un lot de nouvelles injustices, tant les références varient selon les nations qui obéissent chacune à un schéma particulier, selon leur époque préférée et leur vision singulière.

- A ce sujet, l'Italie et la France ont la chance de disposer d'analyses convergentes, d'abord sur le processus pacifique et démocratique qui s'impose, afin de régler les problèmes en suspens. Nos deux pays, membres à la fois de la Communauté, de l'OTAN, de l'UEO ont intérêt à se concerter aussi souvent que possible, comme en a fourni l'exemple de la visite conjointe que nos deux ministres des affaires étrangères ont fait avec leur collègue allemand à la Conférence de Vienne sur le désarmement la semaine dernière.

A vous, comme à nous, l'accélération de l'intégration au sein de la Communauté des Douze, apparaît comme une priorité. Vous savez que pour l'avenir et dans ce cadre-là, j'ai fait la proposition qu'un jour naisse une Confédération européenne qui associerait tous les Etats de notre continent qui le voudront et qui naturellement auront franchi les étapes suffisantes de la démocratie et du pluralisme au sein d'une organisation commune et permanente d'échanges, de paix et de sécurité.

- Il paraît, en effet, indispensable que les pays dits de l'Est, qui retrouvent enfin l'Europe, à laquelle ils appartiennent autant que nous mêmes, et dont s'affirme la souveraineté naguère étouffée, disposent d'une espérance, voient devant eux une perspective. Pour de multiples raisons, ils peuvent ne pas souhaiter ou ne pas pouvoir adhérer dans les années qui viennent à la Communauté. Cela n'est pas toujours souhaitable. Faut-il pour autant les laisser dans un isolement qu'ils récusent, comme le prouve leur participation à plusieurs organisations européennes. Doit-on les laisser à l'écart, à l'écart d'un mouvement de rassemblement et de progrès qui doit tant au courage de leurs peuples ? La réponse me paraît évidente.

Le souci de renforcer la Communauté à douze et d'aider à l'émergence d'une organisation future, ne doit pas nous détourner des préoccupations qui demeurent les nôtres en particulier quant à l'aide au développement. Je crois qu'il faut le répéter, c'est indispensable, pour que des millions et des millions d'êtres humains qui souffrent des rigueurs de la nature, et souvent des rigueurs que leur imposent le système politique puissent continuer d'espérer, pour que la justice et la solidarité l'emportent. En même temps, il faudra faire comprendre aux peuples aisés, aux peuples munis que c'est de notre intérêt mutuel que de réduire l'écart qui sépare les pays riches des pays pauvres.

- C'est en Italie une tâche qui vous tient à coeur. Le volume de l'aide que consacre votre pays au développement le prouve. Et le renouvellement des accords de Lomé auxquels nous avons participé éminemment, vous et nous, ont affecté des moyens à la hauteur des attentes des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, qui avaient pourtant longtemps douté de notre résolution.

- Je souhaite aussi que tous les interlocuteurs avec lesquels nous entretenons un dialogue rapproché sachent que leurs préoccupations continuent d'être nôtre. Là, je m'adresse encore une fois aux pays méditerranéens. La Méditerranée est également chère à nos pays, les rivages qui regardent vers le sud à partir de vos rivages et des nôtres. Il faut continuer d'enrichir le dialogue avec les pays du Maghreb, les pays d'Afrique et beaucoup plus loin, selon les lignes dessinées à Lomé, vers le Pacifique ou vers les Caraïbes. Cela ne peut se développer harmonieusement que dans la paix. On sait bien comment sont troublés les rivages que j'évoque, particulièrement au Proche-Orient. Il est temps que les hommes, les femmes, les enfants qui n'ont pour horizon quotidien que la peur ou la mort puissent vivre dans la quiétude et la sécurité. Là encore, nous savons que l'Italie et la France observent les mêmes démarches.

L'écrivain français que vous connaissez, Paul Morand, vers la fin de son existence, constatait sa lassitude pour toutes choses, sauf pour Venise dont, disait-il, on ne peut être "décharmé". Ce

mot, je l'appliquerai à l'Italie toute entière. Je le ressens personnellement comme tous ceux qui ont aimé depuis leur jeunesse parcourir vos chemins, rêver devant vos paysages, s'initier à vos arts et à vos grandes réussites. La liste est longue de Pétrarque à Stendhal, de Montaigne au Président de Brosses. La liste est longue, si longue que je l'arrête tout aussitôt. Nombreux sont ceux qui ont choisi d'imaginer vivre de temps en temps ici ou là, fraternité des esprits et des coeurs, de chaque côté des Alpes. Oui, beaucoup de Français dont je suis, ont la vocation de l'Italie ! Et ils sont, et j'en suis très heureux, particulièrement heureux de recevoir le Président de ce pays, lui-même le disiez vous, venu des Iles, formé à toutes les richesses de notre commune culture, et qui, lorsqu'il lui est arrivé de désirer trouver quelque refuge, quelque repos au milieu d'une vie politique, par définition contrastée, qu'il nous a fait l'honneur de venir pour flaner, à Paris, pour réfléchir avant de commencer la lutte sur le terrain, qui vous a porté jusqu'au point où vous êtes.

- Je vais maintenant lever mon verre pour célébrer cette amitié ancienne et forte, vivace. Je vais obéir à la tradition, lever donc ce verre à votre santé, monsieur le Président, à la santé de celles et de ceux que vous aimez, de vos proches, comme je le ferai en l'honneur de toutes les personnes qui sont venues avec vous, et les personnalités italiennes qui vivent chez nous. Je leur souhaite une bonne santé, bonne chance pour vous tous, et pour vos travaux, et chacun aura compris qu'au delà de vos personnes, c'est au peuple italien que je m'adresse.\